



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL LES COEURS VAILLANTS**

Le Fourneton  
LA CHAPELLE LARGEAU  
79700 Mauléon

Références : [2025-03111](#)  
Code AIOT : 0057902445

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement EARL LES COEURS VAILLANTS implanté Le Fourneton LA CHAPELLE LARGEAU 79700 Mauléon. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un suivi des actions correctives suite au contrôle du 11/04/2019 a aussi été réalisé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LES COEURS VAILLANTS
- Le Fourneton LA CHAPELLE LARGEAU 79700 Mauléon
- Code AIOT : 0057902445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole connue au titre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) sous le régime de l'autorisation (arrêté préfectoral n° 5911 en date du 29 mai 2017).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | MTD 23-MTD 25-MTD 27 : Surveillance des émissions | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 3  | MTD 2 : Bonne organisation interne                | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 6  | Dispositions générales                            | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à   | 6 mois                |

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|--|--|-----------------------|
|    |                                    |  | l'exploitant   |                       |
| 9  | Dispositions constructives         | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II. | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 3 mois                |
| 11 | Prélèvements et consommation d'eau | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18       | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 2  | MTD 1 : Système de management environnemental        | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Sans objet        |
| 4  | MTD 9 : Plan de réduction des émissions sonores      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Sans objet        |
| 5  | MTD 12 : Plan de réduction des odeurs                | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Sans objet        |
| 7  | Généralités  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9  | Sans objet        |
| 8  | Généralités  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | Sans objet        |
| 10 | Dispositif de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sont attendues au niveau du suivi documentaire de l'installation (déclaration GERE, Système de Management Environnemental et mise à jour de la déclaration du puits), et de l'aménagement du bâtiment 1.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : MTD 23-MTD 25-MTD 27 : Surveillance des émissions**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Déclaration GERE  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>MTD 23 : Emissions résultant de l'ensemble du processus de production<br>Estimation ou calcul de la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue.<br><br>MTD 25 : Surveillance émissions ammoniac<br>a-Calcul estimatif au moyen du bilan massique 1 fois par an pour chaque catégorie d'animaux<br>b-Estimation au moyen d'une analyse<br>c-Estimation des émissions à partir des facteurs d'émissions |

|  |
|--|
| <p>MTD 27 : Surveillance émissions poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement</p> <p>a-Calcul par mesure de la concentration de poussières et du débit de renouvellement de l'air 1 fois par an</p> <p>b-Estimation des émissions à partir des facteurs d'émissions</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Absence de déclaration GERE (déclaration annuelle d'émissions polluantes et de déchets) au titre de l'année 2024.</p> <p>Présence des déclarations des années antérieures (2023-2022-2021).</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Réaliser impérativement la déclaration l'année prochaine et de manière régulière tous les ans.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>   |

**N° 2 : MTD 1 : Système de management environnemental**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1-Engagement de la direction</p> <p>2-Politique environnemental définie par la direction</p> <p>3-Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement</p> <p>4-Mise en œuvre de procédures :</p> <p>a - organisation et responsabilité</p> <p>b - formation, sensibilisation et compétence</p> <p>c - communication</p> <p>d - participation du personnel</p> <p>e - documentation</p> <p>f-contrôle efficace des procédés</p> <p>g - programmes de maintenance</p> <p>h - préparation et réaction aux situations d'urgence</p> <p>i-respect de la législation sur l'environnement</p> <p>5-Contrôle des performances et prise de mesures correctives :</p> <p>a- surveillance et mesurage</p> <p>b - mesures correctives et préventives</p> <p>c- tenue de registres</p> <p>d - audit interne ou externe indépendante si modalités du SME respectées</p> <p>6-Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction</p> <p>7-Suivi de la mise au point de technologies plus propres</p> <p>8-Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif de l'installation (de la conception et pendant toute la durée de vie)</p> <p>9-Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Présence du système de management environnemental adapté au fonctionnement de l'exploitation.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 3 : MTD 2 : Bonne organisation interne**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>a-Localisation appropriée de l'exploitation et bonne répartition spatiale des activités : <ul style="list-style-type: none"><li>- réduction des transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage)</li><li>- maintien d'une distance adéquate par rapport aux zones sensibles</li><li>- prise en compte des conditions climatiques existantes</li><li>- prise en compte de la capacité d'extension ultérieure de l'installation</li><li>- évitement de la contamination de l'eau</li></ul> b-Éducation et formation du personnel : <ul style="list-style-type: none"><li>- réglementation applicable sur les aspects élevage, santé et bien être animal, gestion des effluents, sécurité des travailleurs</li><li>- transport et épandage des effluents</li><li>- planification des activités</li><li>- planification d'urgence et gestion</li><li>- réparation et entretien des équipements</li></ul> c-Élaboration d'un plan d'urgence (émissions et incidents imprévus tels que la pollution des masses d'eau) : <ul style="list-style-type: none"><li>- plan de l'installation comportant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents</li><li>- plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels (incendie, fuite ou effondrement des fosses à lisier, ruissellement d'effluent non maîtrisé...)</li><li>- disponibilité des équipements pour faire face à un incident de pollution</li></ul> d-Contrôle, réparation et entretien régulier des structures et des équipements : <ul style="list-style-type: none"><li>- fosses à lisier</li><li>- pompes à lisier, mélangeurs, séparateurs, dispositifs d'irrigation</li><li>- systèmes de distribution d'eau et d'aliments</li><li>- systèmes de ventilation et sonde de température</li><li>- silos et matériel de transport (vannes, tubes)</li><li>- systèmes de traitement d'air</li><li>- propreté de l'installation de l'élevage</li><li>- lutte contre les nuisibles</li></ul> e-Entreposage des cadavres d'animaux de manière à prévenir ou réduire les émissions - |
| <b>Constats :</b><br><br>Présence des éléments constitutifs de la bonne organisation interne.<br>Le plan d'urgence et les modalités d'entreposage des cadavres nécessitent quelques compléments.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Ajouter dans le plan d'urgence, la disponibilité des équipements pour pouvoir réagir à certains événements potentiels (eaux d'extinction incendie, ruissellement d'effluent non maîtrisé),<br>Ajouter les modalités de gestion des cadavres de manière à ce que l'entreposage soit réalisé de manière à prévenir ou réduire les émissions.<br><br>Transmettre les justificatifs des modifications apportées.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 4 : MTD 9 : Plan de réduction des émissions sonores**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation                                       |

|  |
|--|
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Plan de gestion du bruit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier</li> <li>- Protocole de surveillance</li> <li>- Protocole de mesures à prendre pour gérer les problèmes mis en évidence</li> <li>- Programme de réduction</li> <li>- Relevé des problèmes rencontrés et mesures prises pour y remédier ainsi que diffusion d'informations</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Présence d'un plan de gestion du bruit comportant la source des nuisances potentielles, les moyens de prévention et les moyens à mettre en œuvre en cas de nuisance.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : MTD 12 : Plan de réduction des odeurs**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Plan de gestion des odeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier</li> <li>- Protocole de surveillance</li> <li>- Protocole de mesures à prendre pour gérer les problèmes mis en évidence</li> <li>- Programme de prévention et d'élimination destiné à mettre en évidence la ou les sources, surveiller les sources et mise en œuvre des mesures d'élimination et ou de réduction</li> <li>- Relevé des problèmes rencontrés et mesures prises pour y remédier ainsi que diffusion d'informations</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Présence d'un plan de gestion des odeurs comportant la source des nuisances potentielles, les moyens de prévention et les moyens à mettre en œuvre en cas de nuisance.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 6 : Dispositions générales**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation de l'installation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Suivi des anomalies relevées lors de l'inspection du 11/04/2019, la non-conformité concernait "l'absence de haie au sud du nouveau bâtiment".<br>Une plantation d'arbres est présente, l'exploitante a déclaré qu'une haie a été plantée tel qu'indiqué dans le dossier de demande d'autorisation environnementale du 14/01/2015.<br>Le nouveau bâtiment concerné est construit en prolongement d'un bâtiment existant qui est lui-même situé au plus près des tiers. Une haie est présente au sud et au nord du bâtiment existant.<br>Après vérification dans le dossier, il est indiqué page 11 "une haie bocagère sera plantée côté sud du bâtiment en projet afin de limiter l'impact visuel vis-à-vis des tiers les plus proches". |

|   |
|---|
| Compte tenu des éléments du dossier, il apparaît que la haie plantée ne correspond pas à celle prévue dans le dossier d'autorisation initiale. L'anomalie n'est pas corrigée. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| Réaliser la plantation de la haie conformément au dossier d'autorisation et transmettre des photographies des actions réalisées.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

#### N° 7 : Généralités

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Fiches de données de sécurité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |
| Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. |
| Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.  |
| <b>Constats :</b>  |
| Suivi des anomalies relevées lors de l'inspection du 11/04/2019, la non- conformité concerne "l'absence de registre des risques".<br>Le registre des risques est présent, l'anomalie est corrigée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 8 : Généralités

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Propreté des locaux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |
| Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  |
| <b>Constats :</b>  |
| Suivi des anomalies relevées lors de l'inspection du 11/04/2019, la non-conformité concernait d' "importantes souillures et toiles d'araignées dans un sas d'un bâtiment en vide sanitaire".<br>Les sas des bâtiments en production sont propres, l'anomalie est corrigée.<br>Un bâtiment vide, utilisé 4 mois dans l'année, n'a pas fait l'objet de l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 9 : Dispositions constructives

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.           |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Stockage des effluents   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |
| Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont |

|  |
|--|
| conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Suivi des anomalies relevées lors de l'inspection du 11/04/2019, la non-conformité concernait "le déversement des eaux usées des sas dans le milieu naturel (bâtiments 1-7 et 8)".<br>Le bâtiment 7 est raccordé à la fosse de stockage des effluents.<br>Le bâtiment 8 est raccordé à une poche de récupération des eaux.<br>Le bâtiment 1 (bâtiment peu utilisé) n'est pas raccordé à un dispositif de collecte des eaux usées.<br>L'anomalie n'a pas été entièrement corrigée.<br>L'exploitante a transmis un courriel le 4/11/2025 indiquant qu'il serait envisageable de mettre un bac de récupération des eaux usées du lavabo qui serait vidé quotidiennement ou hebdomadairement dans une évacuation vers la fosse du bâtiment 1. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Installer un dispositif de collecte de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.<br>Transmettre des photographies de sa réalisation.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 10 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Rétention des produits liquides dangereux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout stockage (...) d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br><br>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;<br><br>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. |
| <b>Constats :</b><br><br>Suivi des anomalies relevées lors de l'inspection du 11/04/2019, la non- conformité concernait "l'absence de rétention sous un contenant de peroxyde".<br>Des dispositifs de rétention sont présents sur les produits de désinfection, l'anomalie est corrigée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 11 : Prélèvements et consommation d'eau**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Compteur d'eau  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. |
| <b>Constats :</b>  |



|   |
|---|
| <p>Suivi des anomalies relevées lors de l'inspection du 11/04/2019, les non conformités concernaient "l'absence de relevé mensuel de la quantité d'eau et l'absence de compteur d'eau".</p> <p>Un compteur d'eau est présent dans chaque bâtiment à l'exception du bâtiment 1 qui n'en a pas.</p> <p>Un relevé mensuel de l'index (relevé compteur) est présent par bâtiment mais n'apparaît pas la totalisation des consommations mensuelles par bâtiment.</p> <p>Les anomalies ont été partiellement corrigées.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Installer un compteur d'eau dans le bâtiment 1 et transmettre une photographie de sa réalisation.</p> <p>Transmettre la totalisation de la consommation d'eau mensuelle par bâtiment.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>  |